

## CENTRE DE PRESSE D'EL MOUDJAHID

## Hommage à l'émir Abdelkader

**C'est au centre de presse d'El Moudjahid qu'historiens et chercheurs se sont réunis, hier, pour parler de l'Emir Abdelkader. Un flash-back dans l'histoire pour commémorer le bicentenaire de la naissance du révolutionnaire.**

Wassila Zegtitouche - **Alger (Le Soir)** - La Fondation Emir-Abdelkader qui a célébré le bicentenaire de l'Emir dans plusieurs villes à travers le monde, continue son parcours. Une manière de préserver la mémoire du valeureux révolutionnaire de l'oubli. Mais aussi de la préserver de la falsification.

Déroutée, dénaturée pour servir certains intérêts, ou pour faire certaines vérités «dérangantes», l'histoire du pays

endure. Des passages entiers sont falsifiés dans les livres d'histoire. Et les livres scolaires sont les plus exposés. Les invités du forum ont soulevé cette question. «Il existe des lapsus graves dans notre histoire. Il faut faire des efforts pour les corriger», soutient M. Ben Redouane M'hamed, président du conseil scientifique de la fondation. L'étude de l'histoire est une nécessité à condition d'y vérifier la véracité des faits. Et c'est aux historiens cher-

cheurs et journalistes qu'incombe cette tâche, fera remarquer M. Ben El Koubi Salah, ancien ambassadeur.

Evoquant la polémique suscitée autour de l'émission, le 21 février, par la poste française, d'un timbre célébrant le bicentenaire de la naissance de l'Emir Abdelkader, M. Ben Redouane se désole qu'«une grande institution comme la poste française n'ait pas rectifié une erreur pareille qui porte atteinte à l'Emir».

Il est mentionné dans le numéro de Phil'info, que l'Emir est né près de Mascara en 1808, descendant d'une ancienne famille chrétienne de marabouts. Il fut élevé dans le

respect de la religion. «C'est une erreur grave. L'Emir est né en 1807 et d'origine chérifienne. C'est un descendant du prophète», soutient Ben Redouane. L'on s'interroge sur le rôle de la commission de lecture. Enfin, un film sur l'Emir Abdelkader attend sa concrétisation. «C'est un grand projet à l'image de l'Emir», confie Ben Redouane. Le scénario existe. Il s'agit d'une œuvre de Boualem Bessayeh, reste à déterminer un choix concernant la réalisation et la production. «Un tel projet suscite toutes les convoitises» et plusieurs réalisateurs et producteurs internationaux espèrent y contribuer.

W. Z.

## SELON UN BULLETIN SPÉCIAL DES DOUANES NATIONALES

## Une seule déclaration de soupçon a été transmise entre 2005 et 2007

**Dans un numéro spécial de sa publication bimestrielle Infos Douane, la Direction générale des douanes a présenté les actes de la première conférence nationale des cadres de la douane, tenue les 10,11 et 12 juillet 2007.**

Chérif Bennaceur - **Alger (Le Soir)** - Ce numéro spécial a consacré un espace à la présentation du programme de modernisation de l'administration des douanes (PMDA), pour la période 2007-2010. Selon cette édition spéciale, la représentation de la douane au sein de la cellule de traitement du renseignement financier (CTRF) est insuffisante. Une seule déclaration de soupçon a été transmise par l'administration des douanes à la CTRF depuis 2005.

Or, une disposition de la loi 05-01 relative à la prévention et la lutte contre le blanchiment

d'argent et le financement du terrorisme stipule que toute abstention de transmission de

renseignements à la CTRF est passible de sanctions pénales. Ce numéro spécial relève que l'administration des douanes doit adopter, dans sa démarche de gestion, le système des indicateurs de gestion, en vue d'évaluer la performance et la rentabilité de l'institution et de

ses responsables. En outre, il présente les recommandations du directeur général des douanes aux directeurs centraux, directeurs centres nationaux et directeurs régionaux, en matière de gestion administrative et technique.

C. B.

## SONY ERICSSON ALGÉRIE

## 10% de parts de marché en 2007

Les représentants de Sony Ericsson en Algérie ont tenu une conférence de presse au cours de laquelle ils ont déclaré détenir la troisième place du podium national. C'est du moins le cas de l'exercice de l'année 2007. Cette place se traduit par un taux de pénétration estimé à 10% du marché. M. Salim Ferchiou, directeur général de Sony Ericsson Algérie, n'a pas voulu situer cette performance en terme de ventes arguant l'inexistence de chiffres officiels pour le marché des téléphones portables. Le conférencier a, par ailleurs, mentionné que la marque qu'il représente est leader du segment musique. Pour ce qui est du lancement de la 3G, le conférencier a mentionné que les terminaux qu'ils commercialisent sont les mieux nantis pour l'utilisation de ce type de technologie. Pour cela, il citera nombre d'outils innovants. C'est notamment le cas la consultation instantanée sur Internet des images prises par le terminal 3G.

N. M.

## IL SE FAISANT PASSER POUR UN COLONEL

## L'usurpateur de Blida sous les verrous

**Ses victimes, il les choisissait parmi des grands commerçants d'Alger et de Blida**

En se faisant passer pour un colonel de l'armée de l'air et opérant en tenue de combat, ordre de mission à l'appui, il avait tous les ingrédients à même de mettre ses proies en confiance avant de les arnaquer. L'usurpateur, B. A., âgé de 37 ans, originaire de Touggourt habitant à Hammamet à Alger, était un ancien militaire.

La démarche impérieuse et le ton sérieux qu'il avait acquis quand il était lui-même militaire, ont été toutefois utilisés à des fins autres, à savoir séduire ses vic-

times, surtout qu'il s'y présentait avec sa femme et ses trois enfants. Cependant, une de ses proies, un commerçant de vêtement de femmes à Blida, décida de porter plainte après qu'il eût été arnaqué pour une valeur de 20 millions de centimes. Les descriptions de l'escroc signalées à la police judiciaire de la sûreté de daira de Ouled-Yaich ont facilité la tâche à cette dernière pour l'arrêter à bord de sa voiture alors qu'il passait à quelques mètres du siège de la sûreté de wilaya. Les perquisitions effectuées à son domicile ont permis la découverte de tenues militaires, de cachets humides du ministère de la Défense nationale et d'ordres de mission

vierges de la même institution. Interrogé, il avouera qu'il avait confectionné les cachets humides chez un certain B. S., habitant à El-Madania mais qui a disparu dès lors qu'il a eu vent de l'arrestation de celui-ci. On apprendra aussi qu'il était sur le point d'arnaquer un ressortissant égyptien, fabricant de meubles de luxe, à qui il avait fait une commande pour une valeur de 27 milliards de centimes, soi-disant au profit du ministère de la Défense.

Présenté lundi dernier devant le procureur de la République de Blida, l'escroc a été écroué et sa femme a été placée sous contrôle judiciaire.

M. B.

## SIDI-BEL-ABBÈS

## Trois ans de prison pour le doyen de la faculté

**Trois ans de prison ferme et une amende de 20 millions de centimes, tel est le verdict prononcé par la cour de Sidi-Bel-Abbès à l'encontre du doyen de la faculté des sciences exactes de l'université Djilali-Liabès (SBA), accusé de corruption dans la journée du 5 février.**

Après la lecture du verdict, le mis en cause, qui a comparu libre avant-hier, a été écroué. Pour rappel, le 19 novembre dernier, les services de police ont tendu une souricière au mis en cause après qu'une professeur eut déposé une plainte.

Celui-ci lui aurait exigé cinq millions de centimes pour procéder à un arrangement de son emploi du temps très chargé.

La victime lui aurait remis le montant en question et aussitôt après, les services de sécurité sont intervenus pour

le confondre et récupérer la somme dont les billets ont été photocopiés et l'arrêter.

Déféré devant le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès, il a été placé sous mandat de dépôt. Jugé le

24 novembre en première instance, il avait été acquitté et libéré car la somme récupérée dans son bureau ne représentait qu'un prêt que celui-ci aurait demandé à la victime.

A. M.

## AVIS DE DÉCÈS

Les familles Benmerabet et Abdelatif ont l'immense chagrin de vous annoncer le décès de leur chère et regrettée mère et tante **Malika** et vous informent que la levée du corps se fera au domicile familial sis au 118, Hamid-Kebblad (Miramar). L'enterrement aura lieu aujourd'hui.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

## CE MONDE QUI BOUGE

## Paul Aussaresses, le tortionnaire, est de retour

Par Hassane Zerrouky



Le général Paul Aussaresses est de retour. L'homme qui a exécuté de sang froid Larbi Ben M'hidi, fait précéder Ali Boumendjel dans le vide de la terrasse de l'immeuble d'El Biar servant de quartier général de la 10<sup>e</sup> division parachutiste, s'apprete à publier un nouveau livre. Dans l'édition du

*Monde* datée du 5 février, l'auteur de *Services spéciaux, Algérie 1955-57*, va publier un livre intitulé *Je n'ai pas tout dit*. Va-t-il débeller de nouveaux secrets comme se demande Florence Beaugé dans l'article qu'elle lui a consacré ? Selon l'épouse du tortionnaire, il ne faut pas s'attendre à des révélations explosives. Pour avoir été l'auteur et le témoin des pires atrocités commises à Alger et ailleurs dans le pays, Paul Aussaresses n'a pas livré tous ses secrets. Par exemple, on ne sait pas si Maurice Audin est mort sous la torture, s'il a été exécuté (et par qui ?), ni où se trouve son corps. Celui qui a admis avoir tué 134 jeunes à Skikda en août 1955 apparaît souriant aux côtés de son épouse sur la photo publiée par *Le Monde*. Sans doute fier de son passé !

De plus, après l'Algérie, Aussaresses a été envoyé par sa hiérarchie comme instructeur en Amérique latine dans les années 1970. Il a surtout formé des officiers argentins et sud-américains aux techniques du renseignement éprouvées durant la guerre d'Indochine et en Algérie, les faisant ainsi bénéficier de son «know-how» (savoir-faire) qu'il avait mis en pratique dans la villa des Tourelles, près de l'hôpital Mustapha. Une formation qui sera également mise en œuvre dans le cadre du plan Condor, du nom donné à cette campagne d'assassinats et de lutte anti-communiste menée par les services spéciaux des dictatures d'Amérique latine, argentins, chiliens et boliviens notamment, et ce, avec le soutien actif de la CIA. Au Chili, dès le renversement d'Allende en septembre 1973, les tortionnaires formés par Aussaresses allaient appliquer ses techniques. Même constat en Argentine quand les généraux argentins prirent le pouvoir en 1976. Là également, les techniques enseignées par Aussaresses seront appliquées sans état d'âme. Résultat : plusieurs dizaines de milliers de disparus dans les deux pays, et ce, sans compter les crimes commis en Bolivie et en Uruguay.

Reste que si dans ces pays, notamment en Argentine, des tortionnaires sont poursuivis et condamnés, d'autres sont en voie de l'être, Paul Aussaresses, lui, jouit d'une totale impunité.

En effet, en 2001, quand il a révélé et assumé «sans regrets ni remords» ce qu'il avait fait en Algérie, ses propos avaient choqué et scandalisé une grande partie de l'opinion française. Sans plus. Hormis les communistes et les Verts, qui avaient exigé qu'il soit déféré devant la justice pour crimes de guerre, le reste de la classe politique s'était borné à condamner ses déclarations. Tout juste s'il ne lui était pas reproché d'avoir révélé ce qu'il ne fallait pas révéler ! Certes, il a été déchu de sa légion d'honneur. Certes, il a été poursuivi, jugé et condamné à ... 7500 euros d'amende pour «apologie de crimes de guerre» suite à une plainte de la Ligue des droits de l'homme. Mais aucune de ces ONG si promptes à dénoncer la violation des droits de l'homme en Afrique ou au Proche-Orient, à exiger la traduction des tortionnaires de certains pays du Tiers-Monde devant la justice internationale, n'a exigé la même chose pour Paul Aussaresses. Bien sûr, comme tant d'autres tortionnaires et anciens de l'OAS, Aussaresses bénéficie de l'amnistie votée par le Parlement français en juillet 1968. Or, cette loi qui prescrit les crimes commis durant la guerre d'Algérie, contestée par de nombreux juristes français, s'oppose aux principes du droit international concernant les crimes de guerre et contre l'humanité, disposition pourtant contenue dans le code pénal français de 1994. Mais le législateur a bien pris soin de préciser que cette disposition ne s'appliquait qu'aux crimes commis après... 1994 ! Paul Aussaresses peut dormir tranquille...

H. Z.